

## Un souffle fiscal ?



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 13 juillet 2017

- Dans un entretien aux Échos, ce matin, Édouard Philippe promet un « souffle fiscal », soit des baisses d'impôts massives dès 2018 évaluées à près de 11 milliards d'euros.

Le gouvernement veut ramener le déficit public à 2,7 % du produit intérieur brut (PIB) l'an prochain grâce, notamment, à un effort d'au moins 20 milliards d'euros sur les dépenses publiques. C'est cette « maîtrise de la dépense » qui financera ces baisses d'impôts.

Dans le contexte d'insécurité que l'on connaît, et Florence Parly ministre des Armées ayant été plaider sa cause hier, son ministère frappé par une coupe budgétaire de 850 millions d'euros cette année bénéficiera d'un « effort supplémentaire » dès l'an prochain, afin d'atteindre un budget équivalent à 2% du PIB en 2025.

Edouard Philippe vise une croissance de 1,7 % en 2018, après 1,6 % cette année et une baisse de l'endettement public de 5 points de PIB sur le quinquennat.

Dans le détail, il y a d'abord les confirmations : la première phase de la réforme de la taxe d'habitation sera bien engagée dès l'an prochain, pour un montant de 3 milliards d'euros. La réforme sera étalée sur 3 ans. Au final, 80% des ménages devraient être exonérés de taxe d'habitation.

La réforme de l'ISF sera intégralement appliquée, ce qui coûtera également 3 milliards d'euros. L'ISF sera remplacé par un impôt sur la fortune immobilière (IFI). Le Premier ministre précise que « les seuils et les taux ne seront pas modifiés » et que « l'abattement de 30 % sur la résidence principale sera conservé ».

Quant au prélèvement forfaitaire unique de 30 % sur les revenus de l'épargne, parfois qualifié de « flat tax », il sera mis en œuvre dès l'an prochain, avec un coût « d'environ 1,5 milliard d'euros » pour les finances publiques. « Les produits défiscalisés comme le Livret A seront toujours exemptés ».

Au total, d'ici la fin du quinquennat, le chef du gouvernement se fixe pour objectif de faire passer l'endettement public de 97 % du PIB en 2017 à 92 % en 2022.

Source : Boulevard Voltaire